

**MINISTRE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR  
ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE**

**CHARTRE DE DÉONTOLOGIE ET D'ÉTHIQUE UNIVERSITAIRES**

**2021**

## Sommaire

### Préambule

#### 1- FONDEMENTS ETHIQUES

- 1.1- Libertés académiques
- 1.2- Respect des franchises universitaires
- 1.3- Exigence de vérité scientifique, d'objectivité et d'esprit critique
- 1.4- Responsabilité et compétence
- 1.5- Intégrité et honnêteté
- 1.6- Respect mutuel

#### 2- REGLES DEONTOLOGIQUES

- 2.1- Droits et devoirs des personnels enseignants-chercheurs des secteurs public et privé
- 2.2- Droits et devoirs des personnels administratifs, techniciens et agents des services
- 2.3- Droits et devoirs des étudiants

#### 3- FAUTES ET SANCTIONS

- 3.1- Personnels du secteur public
  - 3.1.1- Personnels titulaires
  - 3.1.2- Agents contractuels
- 3.2- Personnels des établissements privés
- 3.3- Étudiants

#### 4- ENGAGEMENTS

- 4.1- Modèle N° 1 spécifique aux personnels
- 4.2- Modèle N° 2 spécifique aux étudiants

## Préambule

Un consensus mondial autour du rôle, des fonctions et des missions de l'institution universitaire considère « que trois choses tombent sous l'activité des universités, à savoir l'enseignement, la recherche et un service à l'égard de la société ».

Ces missions fondamentales ont été détaillées dans la déclaration mondiale de l'UNESCO du 09 octobre 1998, validée en 2009.

Il n'est pas sans intérêt de relever qu'après avoir rappelé « les missions et fonctions de l'enseignement supérieur » cette déclaration mondiale recommande immédiatement aux établissements d'enseignement supérieur et à la communauté universitaire de :

a- « ... soumettre toutes leurs activités aux exigences de l'éthique et de la rigueur scientifique et intellectuelle ;

b- pouvoir s'exprimer sur les problèmes éthiques, culturels et sociaux en pleine indépendance et responsabilité, exerçant une sorte d'autorité intellectuelle, dont la société a besoin pour l'aider à réfléchir, à comprendre et à agir ; (...)

c- jouir sans restriction de leurs libertés académiques et de leur autonomie, comme un ensemble de droits et de devoirs, tout en se montrant responsables et comptables envers la société. »

Qu'entend-t-on par éthique et déontologie ?

L'éthique est « ... la réflexion qui analyse l'action de l'homme en regard des valeurs et des normes morales et concerne aussi bien le sujet et sa conscience que sa relation à l'autre sujet et à la société ». L'éthique détermine et motive les actions en vue du **bien agir**.

La déontologie a « ... une visée pratique ; elle entend définir pour une pratique professionnelle donnée (...), un socle commun de règles, de recommandations et de procédures. »

Elle a pour but de réglementer les activités d'une profession et constitue donc un code de bonne conduite qui définit une identité professionnelle.

Le questionnement éthique dans le contexte universitaire algérien remonte aux années 90, marquée par des bouleversements politiques et socio-culturels.

Dans ce contexte, un avant-projet de décret portant création d'un Conseil d'éthique et de déontologie universitaires, qui devait être présidé par Monsieur le Ministre de l'Enseignement Supérieur, initié en 1993 n'a pas abouti, contrairement à celui du code de déontologie médicale, promulgué en 1992.

La nécessité d'élaborer et de publier une charte de l'éthique et de la déontologie universitaires a été rappelée avec force dans le rapport de la Commission nationale de réforme du système éducatif en 2001.

En 2004 fut créé par décret exécutif N° 04-180 du 23 juin le Conseil National d'Ethique et de Déontologie de la Profession Universitaire.

En avril 2010 fut élaborée la charte de l'éthique et de la déontologie de la profession universitaire par le Conseil national sus-mentionné.

Pourquoi une charte d'éthique et de déontologie ?

Elle a pour buts de :

- « Responsabiliser la communauté universitaire dans ses fonctions, ses missions et ses rôles ;
- Agir collégalement afin de renforcer la confiance entre les enseignants/étudiants/corps administratif et surtout entre l'institution universitaire et son environnement ».

La présente charte actualise celle de 2010 et s'applique à la communauté universitaire, publique ou privée et à l'ensemble de ses acteurs (enseignants-chercheurs, chercheurs permanents, enseignants associés ou invités, étudiants, responsables administratifs ministériels et des établissements universitaires, personnels administratifs, techniques et de service).

## **1- FONDEMENTS ETHIQUES**

L'université de par ses missions multiples, (enseignement, recherche, service à la société, prestations de service et d'expertise), se doit de définir et de respecter ses valeurs éthiques fondamentales, qui doivent être appliquées par l'ensemble de la communauté universitaire :

### **1.1- Libertés académiques**

Les activités universitaires d'enseignement et de recherche ne peuvent se concevoir sans la liberté d'expression et le libre exercice de la raison, constitutifs du fondement des libertés académiques. Les libertés académiques garantissent, dans le respect d'autrui et en toute conscience professionnelle, l'expression d'opinions critiques sans risque de censure ni contrainte.

### **1.2- Respect des franchises universitaires**

L'exercice des libertés académiques passe par une sacralisation des franchises universitaires, que l'état s'engage à garantir.

Toutes les parties prenantes de la communauté universitaire contribuent, dans tous leurs comportements, au rehaussement des libertés universitaires de telle sorte que soient garanties leur spécificité et leur immunité. Elles s'interdisent de favoriser ou d'encourager les situations et les pratiques qui peuvent porter atteinte aux principes, aux libertés et aux droits de l'université. Par ailleurs, elles doivent s'abstenir de toute activité politique partisane au sein de tous les espaces universitaires.

### **1.3- Exigence de vérité scientifique, d'objectivité et d'esprit critique**

La quête et la possibilité de l'interrogation des savoirs que l'université produit et transmet ont pour principes fondamentaux la recherche de la vérité scientifique et l'esprit critique. L'exigence de vérité scientifique oblige à la compétence, à l'observation critique des faits, à l'expérimentation, à la confrontation et au respect des points de vue, à la pertinence et la citation des sources, à la rigueur intellectuelle, à la créativité et l'innovation.

### **1.4- Responsabilité et compétence**

La responsabilité, consubstantielle des libertés académiques, est directement liée à la compétence. Elles se développent grâce à une gestion démocratique et éthique de l'université. Elles nécessitent la séparation des compétences pédagogique et scientifique de la responsabilité administrative. Cette dernière est toujours exercée au service de l'enseignement et de la recherche.

La compétence des enseignants doit servir et promouvoir l'autonomie des étudiants en tant que futurs professionnels et citoyens.

*In fine*, cet esprit de responsabilité et de dignité devra accompagner les enseignants et les chercheurs dans et à l'occasion de l'exercice de leur fonction ainsi qu'après leur départ à la retraite.

### **1.5- Intégrité et honnêteté**

L'intégrité et l'honnêteté, qui résultent de la compétence, exigent des membres de la communauté universitaire qu'ils s'interdisent toutes formes de corruption, de plagiat et toutes situations de conflits d'intérêts.

L'intégrité se manifeste aussi à l'occasion de l'utilisation avisée que la communauté universitaire fait des ressources humaines, matérielles et financières, mises à sa disposition.

### **1.6- Respect mutuel**

Le respect de l'autre se fonde sur le respect de soi.

Tous les membres de la communauté universitaire doivent s'interdire toutes formes de violence (symbolique, verbale ou physique), de harcèlement (moral ou sexuel), de discrimination, de partialité.

- La diversité préexistante dans l'université et la société exige la discrétion, l'esprit d'ouverture et de tolérance, conditions *sine qua none* pour le vivre ensemble.

## **2- REGLES DEONTOLOGIQUES**

### **2.1- Droits et Devoirs des Personnels Enseignants-Chercheurs et chercheurs permanents des Secteurs Public et Privé**

#### **2.1.1- Les Droits**

Les établissements d'enseignement supérieur doivent garantir l'accès aux professions d'enseignant-chercheur et de chercheur sur la seule base des qualifications universitaires

et de l'expérience requises. Ils doivent prendre toutes les dispositions à même de garantir à l'enseignant-chercheur et au chercheur le droit d'exercer leur profession – à l'abri de toute ingérence, dès lors qu'ils respectent les fondements éthiques et les règles déontologiques.

Toutes les questions concernant la définition et l'administration des programmes d'enseignement, de recherche, d'activités péri-universitaires, ainsi que d'allocation de ressources doivent, dans le cadre de la réglementation en vigueur, reposer sur des mécanismes transparents.

Lorsque l'enseignant-chercheur est appelé à exercer des fonctions administratives, il doit répondre aux exigences de respect et d'efficacité.

L'évaluation et l'appréciation du travail de l'enseignant-chercheur font partie intégrante du processus d'enseignement et de recherche dans le cadre de la démarche de l'assurance qualité. L'évaluation doit porter uniquement sur les critères académiques d'appréciation des activités d'enseignement et de recherche et des autres activités professionnelles en relation avec les institutions universitaires et de recherche.

L'Enseignant-chercheur et le chercheur bénéficient de conditions de travail adéquates ainsi que des moyens pédagogiques et scientifiques nécessaires qui leur permettent de se consacrer pleinement à leurs tâches, et de disposer du temps nécessaire pour bénéficier d'une formation continue. Le traitement octroyé doit être à la mesure de l'importance que cette fonction, et par conséquent celui qui l'exerce, revêt dans la société pour la formation de l'élite, tout autant qu'à l'importance des responsabilités de toute nature qui incombent aux enseignants-chercheurs et aux chercheurs, dès leur entrée en fonction.

### **2.1.2- Les Devoirs**

L'enseignant-chercheur doit être une référence en termes de compétence, de moralité, d'intégrité et de tolérance. Il doit incarner une image digne de l'université et de la recherche scientifique, notamment par une tenue vestimentaire irréprochable, au titre du respect dû à sa profession.

Il doit, dans l'exercice de sa fonction, agir avec soin, diligence, compétence, intégrité, indépendance, loyauté et bonne foi au mieux des intérêts des institutions universitaires et de recherche.

A cet effet, il doit :

- Faire preuve de conscience professionnelle et de disponibilité dans l'accomplissement de leurs tâches. Dans les situations où le cumul d'activités est autorisé par la loi, la primauté devra revenir à la profession universitaire.
- S'interdire toute activité d'enseignement dans un marché informel.

- S'efforcer de se conformer à des standards universels aussi élevés que possible dans leurs activités professionnelles, tout en préservant leur liberté d'action.
- Dispenser un enseignement aussi efficient que le permettent les moyens mis à sa disposition par les établissements d'enseignement supérieur et de recherche, en encourageant le libre échange des idées.
- Exposer clairement les objectifs pédagogiques, en privilégiant le procédé du syllabus, dans le cadre de la culture assurance qualité.
- Actualiser ses connaissances en adoptant la posture de veille scientifique.
- Pratiquer l'auto-évaluation dans le but d'améliorer ses compétences.
- Proscrire toute forme de propagande et d'endoctrinement dans ses enseignements et ses écrits, afin de ne pas abuser du pouvoir que lui confère la profession.
- Contribuer à la diffusion de la connaissance, du savoir et de la culture scientifique afin de contribuer au rayonnement de l'université et au progrès de la société.
- Encourager les activités d'expertise et de conseil afin d'enrichir ses enseignements et sa recherche.
- Se garder de toute forme de discrimination en rapport avec le genre, la nationalité, l'appartenance ethnique, le statut social, la religion, les opinions politiques, le handicap et la maladie.
- Respecter le secret des sources, lorsqu'il y a nécessité.
- Respecter le travail de ses pairs et de ses étudiants, notamment de ses doctorants, en citant ses sources et en s'interdisant toute forme de plagiat.
- Contribuer à la dynamisation de la fonction et de la culture d'évaluation des activités pédagogiques et scientifiques à tous les niveaux.
- Faire preuve d'équité et d'impartialité dans l'évaluation professionnelle ou académique de leurs collègues.
- Evaluer objectivement et avec équité les performances des étudiants.
- Veiller au respect de la confidentialité du contenu des délibérations et débats tenus au sein des différentes instances dans lesquelles ils siègent.
- Prévenir, s'interdire toute situation pouvant conduire à un conflit d'intérêt nuisant à la profession, entendu comme « toute situation d'interférence entre un intérêt public ou privé et des intérêts personnels, qui sont de nature à influencer l'exercice indépendant, impartial ou objectif d'une fonction ».
- S'abstenir d'utiliser son statut d'universitaire et d'engager la responsabilité de l'université à des fins purement personnelles.
- Gérer honnêtement tous les fonds qui lui sont confiés dans le cadre de l'université, d'activités de recherche ou de toute autre activité professionnelle.
- S'interdire d'entraver le bon fonctionnement de l'établissement, notamment par la fermeture des voies d'accès aux structures d'enseignement et de recherche.
- Respecter en conséquence le droit de tous les membres de la communauté universitaire d'accéder à l'exercice de leurs activités et fonctions.
- Porter une tenue vestimentaire de sa profession.

## **2.2- Droits et devoirs des personnels administratifs, techniciens et agents des services**

### **2.2.1- Les Droits**

- Ils doivent être traités avec respect, considération, et équité au même titre que l'ensemble des acteurs de la communauté universitaire.

- Ils ne doivent subir aucun harcèlement ni aucune discrimination dans l'accomplissement de leurs missions.

- Ils bénéficient de la protection de l'Etat dans ou à l'occasion de l'exercice de leurs missions.

### **2.2.2- Les Devoirs**

- Ils sont responsables du fonctionnement continu et régulier des structures et des institutions d'enseignement et de recherche.

- Ils doivent s'acquitter de leurs tâches avec professionnalisme.

- Ils sont responsables de leurs décisions et de leurs actes ainsi que de l'utilisation judicieuse des ressources et de l'information mises à leur disposition.

- Ils doivent s'interdire toute ingérence ou interférence dans les actes pédagogiques et scientifiques.

- Ils doivent faire preuve de d'impartialité et d'objectivité.

- Ils prennent leurs décisions dans le respect des règles en vigueur en accordant à tous un traitement équitable, en évitant toute forme de discrimination.

- Ils remplissent leurs fonctions en toute loyauté sans considérations partisans.

- Ils doivent se conduire d'une manière juste et honnête. Ils évitent de se mettre dans une situation où ils se rendraient redevables à quiconque pourrait les influencer indûment dans l'exercice de leurs fonctions. Ils s'interdisent de se mettre en situation de conflit d'intérêt.

- Ils doivent faire preuve de courtoisie, d'écoute, de discrétion, de confidentialité, de diligence et de célérité dans l'accomplissement de leur mission.

- Au titre de la culture assurance qualité, ils doivent s'engager à réaliser les objectifs et les perspectives arrêtés dans le projet d'établissement.
- Ils doivent s'interdire d'entraver le bon fonctionnement de l'établissement, notamment par la fermeture des voies d'accès aux structures d'enseignement et de recherche.
- Ils doivent respecter en conséquence le droit de tous les membres de la communauté universitaire d'accéder à l'exercice de leurs activités et fonctions.
- Ils doivent porter une tenue vestimentaire digne de leur profession.

### **2.3- Les Droits et Devoirs de l'Étudiant**

- L'étudiant doit disposer de toutes les conditions possibles pour évoluer harmonieusement au sein des établissements d'enseignement supérieur. Il a de ce fait des droits qui ne prennent leur sens que s'ils sont accompagnés d'une responsabilité qui se traduit par des devoirs.

#### **2.3.1- Les Droits**

- L'étudiant a droit :
  - aux informations concernant la structure d'enseignement supérieur à laquelle il appartient, notamment son règlement intérieur.
  - à la liberté d'expression et d'opinion dans le respect des règles régissant les institutions universitaires.
  - au respect et à la dignité de la part des membres de la communauté universitaire.
  - à la sécurité, à l'hygiène et à la prévention sanitaire nécessaires aussi bien dans les universités que dans les résidences universitaires.
  - à un enseignement et à un encadrement de qualité fondés sur des méthodes pédagogiques modernes et adaptées.
  - L'étudiant a droit à une évaluation juste, équitable et impartiale. Il a donc le droit de présenter un recours s'il s'estime lésé dans la correction d'une épreuve.
  - L'étudiant en post-graduation a droit à une formation à la recherche par la recherche ainsi qu'à des mesures de soutien.

- Les programmes de la formation ainsi que des modules y afférents doivent être communiqués à l'étudiant dès le début de l'année. Les cours doivent lui être accessibles sous forme de syllabus.

- La remise des notes accompagnées du corrigé et du barème de l'épreuve ainsi que la consultation de copie doivent être impératives.

- L'étudiant a accès à la bibliothèque, au centre de ressources informatiques et à tous les moyens matériels nécessaires à une formation de qualité.

- L'étudiant élit ses représentants aux comités pédagogiques sans entrave ni pression.

- L'étudiant peut créer, conformément à la législation en vigueur, des associations estudiantines à caractère scientifique, artistique, culturel et sportif. Ces associations ne doivent pas s'immiscer dans la gestion administrative des institutions universitaires en dehors du cadre fixé par la réglementation en vigueur.

- L'étudiant, qu'il soit national, étranger ou réfugié, ne doit subir aucune discrimination fondée sur le genre, les convictions religieuses, les opinions politiques, l'appartenance ethnique ou à une minorité, les origines sociales, la maladie et le handicap. De même qu'il ne doit subir aucun harcèlement psychologique (moral) ou sexuel.

### **2.3.2 - Les Devoirs de l'Étudiant**

- L'étudiant est dans l'obligation de fournir des informations exactes et précises lors de son inscription et de s'acquitter de ses obligations administratives envers l'établissement.

- L'étudiant doit respecter le règlement intérieur de l'établissement, la réglementation en vigueur et la charte de déontologie et d'éthique.

- L'étudiant doit respecter la dignité et l'intégrité des membres de la communauté universitaire.

- L'étudiant doit respecter le droit des membres de la communauté universitaire à la libre expression et d'opinion.

- L'étudiant doit s'interdire d'entraver le bon fonctionnement de l'établissement, notamment par la fermeture des voies d'accès aux structures d'enseignement et de recherche.

- L'étudiant doit respecter en conséquence le droit de tous les membres de la communauté universitaire d'accéder à l'exercice de leurs activités et fonctions.-
- L'étudiant doit porter une tenue vestimentaire digne de son statut d'étudiant.
- L'étudiant doit faire preuve de civisme dans et en dehors de l'enceinte universitaire.
- L'étudiant doit préserver les locaux et les matériels mis à sa disposition et respecter les règles de sécurité et d'hygiène dans tout l'établissement.
- L'étudiant doit respecter les résultats des jurys de délibération qui sont souverains.
- L'étudiant s'interdit de recourir à la fraude et au plagiat. Les sanctions qu'il encourt, prévues par la réglementation en vigueur et le règlement intérieur de l'établissement, sont du ressort du conseil de discipline et peuvent aller jusqu'à l'exclusion définitive de l'établissement.

### 3- FAUTES ET SANCTIONS

Les sanctions prévues dans cette charte relèvent davantage du non-respect des règles déontologiques que de la violation des principes de l'éthique.

Trois (3) types de sanctions sont envisageables : pédagogiques, administratives et pénales.

#### 3.1- Personnels du secteur public

##### 3.1.1- Personnels titulaires.

S'agissant des sanctions afférentes aux personnels (enseignants-chercheurs, enseignants-chercheurs hospitalo-universitaires et chercheurs permanents) exerçant dans le secteur public, il y a lieu de se reporter à l'ordonnance N° 06-03 du 15 juillet 2006, portant **statut général de la fonction publique**, publiée au JORADP N° 46 du 16 juillet 2006, qui détermine dans ses articles 160 à 185 les fautes professionnelles et les sanctions qui s'y rapportent.

Ce dispositif général est utilement complété par les **statuts particuliers** de :

- **L'enseignant-chercheur hospitalo-universitaire** (articles 22 et 23 du décret exécutif 08-129 du 03 mai 2008 ; JORADP N°23 du 04 mai 2008) ;
- **L'enseignant-chercheur** (article 24 du décret exécutif 08-130 du 03 mai 2008 ; JORADP N°23 du 04 mai 2008) ;
- **Du chercheur permanent** (article 31 du décret exécutif 08-131 du 03 mai 2008 ; JORADP N°23 du 04 mai 2008).

Il demeure entendu que les sanctions en ce domaine exigent l'intervention des commissions désormais prévues et organisées par le décret exécutif n°20-199 du 25 juillet 2020 relatif aux commissions administratives paritaires, commissions de recours et des comités techniques dans les institutions et administrations publiques, publié au journal officiel n°44 du 30 juillet 2020, pages 6 à 15.

3.1.1.1- En plus des fautes professionnelles mentionnées dans les textes sus évoqués, la violation de règles énoncées dans la présente charte devra également recevoir une juste sanction, proportionnelle à la gravité de la faute commise.

En effet, la violation de règles déontologiques, désormais consacrées dans la charte, ne doit plus rester impunie, comme :

- le **harcèlement** psychologique (moral) ou sexuel, qu'il soit le fait des enseignants, des étudiants ou des agents techniques et de soutien (ATS),
- le **comportement sexiste**,
- les manifestations de **racisme** et les **discriminations** à l'égard des **migrants** ou fondées sur l'identité de **genre**, les **convictions** religieuses, les **opinions** politiques, l'**appartenance** ethnique ou à une minorité, les **origines** sociales, la maladie et le handicap,
- le **discours de haine** se rapportant à toutes formes d'expression qui propagent, incitent, encouragent ou justifient la discrimination, ou ceux qui expriment le mépris, l'humiliation, l'hostilité, la détestation ou la violence.

La violation de ces règles est constitutive de faute du 4<sup>ème</sup> degré.

3.1.1.2- Qui plus est, conformément à l'article 41 de l'arrêté ministériel du 30 octobre 2016..., « le directeur de l'établissement privé veille au respect des règles d'éthiques et de déontologie universitaires par le personnel et les étudiants ».

3.1.1.3- Les fautes professionnelles peuvent aussi recevoir des sanctions pédagogiques, qui ne figurent pas dans les textes sus-mentionnés, comme :

- Retrait d'un enseignement ;
- Exclusion de toute activité d'enseignement ;
- Exclusion de tout organe de gestion pédagogique et scientifique ;
- Exclusion des jurys d'évaluation et/ou de soutenance ;
- Exclusion de la direction de mémoire ou de thèse ;
- Suppression du bénéfice du congé scientifique, ...

3.1.1.4- Les fautes professionnelles peuvent également recevoir des sanctions pénales, qui sont notamment prévues dans les trois (03) textes suivants :

- **Loi sur les droits d'auteur** : Ordonnance 03-05 du 19 juillet 2003, relative aux droits d'auteur et aux droits voisins (JORA N° 44 du 24 juillet 2003).

- **Arrêté ministériel sur le plagiat n° 1082 du 27 décembre 2020**
- **Dispositions afférentes au harcèlement sexuel** : article 341 bis du code pénal (version 2015) ;
- **Loi sur la corruption** : loi 06-01 du 20 février 2006 relative à la prévention et à la lutte contre la corruption (JORA N° 14 du 08 mars 2006).

### 3.1.2- Agents contractuels.

Les fautes professionnelles et les sanctions disciplinaires sont déterminées par le décret présidentiel N° 07-308 du 29 septembre 2007 (articles 59 à 68) ; JORA N° 61 du 30 septembre 2007.

### 3.2- Personnels des établissements privés

Les établissements privés de l'enseignement supérieur sont régis notamment par les 2 textes suivants :

1- Loi N° 08-06 du 23 février 2008 modifiant et complétant la loi N° 99-05 du 4 avril 1999 portant loi d'orientation sur l'enseignement supérieur (JORAN° 10 du 27 février 2008, pages 33 à 37).

Cette loi de 2008 a complété la loi de 1999 par un titre IV bis « De la formation supérieure assurée par des établissements privés », dans ses articles 43 bis 1 à 43 bis 14 ainsi que les articles 63 bis, 63 bis 1 et 63 bis 2. (Loi n ° 99-05 du 04 avril 1999 portant loi d'orientation sur l'enseignement supérieur n ° 24 du Journal officiel de 1999) modifiée et complétée par la loi n ° 06-08 du 23 février 2008, n ° 10 du Journal officiel de 2008).

2- Arrêté du ministre de l'enseignement supérieur du 30 octobre 2016 « fixant le cahier des charges en vue de l'autorisation de création d'un établissement privé de formation supérieure » (JORA N° 67 du 13 novembre 2016).

### 3.3- Étudiants

**3.3.1- S'agissant des étudiants**, les infractions et les sanctions ainsi que la procédure disciplinaire sont consacrées par l'arrêté du Ministre de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique N° 371 du 11 juin 2014, publié au Bulletin Officiel du MESRS, année 2014, 2<sup>ème</sup> trimestre, portant « création, composition et fonctionnement des conseils de discipline au sein des établissements de l'enseignement supérieur ».

**3.3.2- S'agissant particulièrement des doctorants**, la charte de la thèse annexée à l'arrêté du Ministre de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique N° 961 du 02 décembre 2020 « fixant les modalités d'organisation de la formation de 3<sup>ème</sup> cycle et les conditions de préparation et de soutenance de la thèse de doctorat », édicte au titre des obligations du doctorant, l'engagement à respecter les règles d'éthique et de déontologie.

Cette charte précise en outre, les responsabilités respectives du directeur de thèse, du directeur du laboratoire et du responsable du Comité de Formation Doctorale (CFD).

**3.3.3-** Sans préjudice de la qualification pénale et conformément à l'article 13 de l'arrêté du Ministre de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique N° 371 du 11 juin 2014, sont constitutives de fautes du 2<sup>ème</sup> degré :

- le **harcèlement** psychologique (moral) ou sexuel,
- le **comportement sexiste**,
- les manifestations de **racisme** et les **discriminations** à l'égard des **migrants** ou fondées sur l'identité de **genre**, les **convictions** religieuses, les **opinions** politiques, l'**appartenance** ethnique ou à une minorité, les **origines** sociales, la maladie et le handicap ;
- le **discours de haine** se rapportant à toutes formes d'expression qui propagent, incitent, encouragent ou justifient la discrimination, ou ceux qui expriment le mépris, l'humiliation, l'hostilité, la détestation ou la violence.

**3.3.4-** Le dispositif pénal a été complété et enrichi par deux importantes lois publiées au journal officiel n°25 du 29 avril 2020.

- La loi n°20-05 du 28 avril 2020 relative à la prévention et à la lutte contre la discrimination et le discours de haine.

En vue de la moralisation de la vie publique, de la diffusion de la culture de la tolérance et du dialogue ainsi que de l'éradication de la violence dans la société, cette loi définit notamment, et pour la première fois, le discours de haine ainsi que la discrimination comme suit :

\*Discours de haine : toutes formes d'expression qui propagent, encouragent ou justifient la discrimination ainsi que celles qui expriment le mépris, l'humiliation, l'hostilité, la détestation ou la violence envers une personne ou un groupe de personnes, en raison de leur sexe, race, couleur, ascendance, origine nationale ou ethnique, langue, appartenance géographique, handicap ou état de santé ;

\*Discrimination : toute distinction, exclusion, restriction ou préférence fondée sur le sexe, la race, la couleur, l'ascendance, l'origine nationale ou ethnique, la langue, l'appartenance géographique, le handicap ou l'état de santé, qui a pour but ou pour effet d'entraver ou de compromettre la reconnaissance, la jouissance ou l'exercice, dans des conditions d'égalité, des droits de l'homme et des libertés fondamentales dans les domaines politique, économique, social et culturel ou dans tout autre domaine de la vie publique.

Discours de haine et discrimination sont ainsi constitutifs d'infractions pénales d'une particulière gravité.

- La loi n°20-06 du 28 avril 2020 modifiant et complétant le code pénal.

Cette loi a introduit un nouveau chapitre intitulé "de l'atteinte à l'intégrité des examens et concours" composé des articles 253 bis 6 à 253 bis 12.

Eu égard à l'extrême importance de ce nouveau dispositif qui doit être connu de tous les membres de la communauté universitaire, le comité national d'éthique et de déontologie universitaires a estimé judicieux de le reproduire ci-après, afin que nul n'ignore ou que nul n'oublie :

**\*article 253 bis 6** : Est passible de l'emprisonnement d'un (1) an à trois (3) ans et d'une amende de 100.000 à 300.000 DA, quiconque diffuse ou divulgue, avant ou pendant les examens et les concours, les questions et/ou corrigés des sujets d'examens finaux d'enseignements primaire, moyen ou secondaire ou des concours de l'enseignement supérieur ou de la formation et de l'enseignement professionnels ainsi que des concours professionnels nationaux.

Est passible des mêmes peines, quiconque se substitue au candidat lors des examens et concours cités à l'alinéa 1er du présent article.

**\*article 253 bis 7** : La peine est l'emprisonnement de cinq (5) ans à dix (10) ans et l'amende de 500.000 à 1 000.000 DA, si les actes mentionnés à l'article 253 bis 6 sont commis par :

--les personnes chargées de préparer, d'organiser, d'encadrer ou de superviser les examens et concours ;

- un groupe de personnes ;
- l'utilisation d'un système de traitement automatisé des données ;
- l'utilisation des moyens de communication à distance.

**\*article 253 bis 8** : La peine est la réclusion criminelle à temps de sept (7) à quinze (15) ans et l'amende de 700.000 à 1 500 000DA, si la commission des actes mentionnés à l'article 253 bis 6 a pour conséquence l'annulation totale ou partielle de l'examen ou du concours.

**\*article 253 bis 9** : La tentative des délits prévus par le présent chapitre est punie des mêmes peines prévues pour l'infraction consommée.

**\*article 253 bis 10** : En cas de condamnation pour les infractions prévues au présent chapitre, l'auteur peut être puni de l'interdiction d'un ou plus des droits prévus à l'article 9 bis 1 du présent code (NB : cet article 9 bis 1 évoque en son paragraphe 4, la privation du droit d'enseigner, de diriger une école ou d'être employé dans un établissement d'enseignement à titre de professeur, maître ou surveillant).

**\*article 253 bis 11** : Sans préjudice des droits des tiers de bonne foi, il est procédé à la confiscation des instruments, programmes et moyens utilisés dans la commission des infractions prévues par le présent chapitre, ainsi que les fonds en résultant et à la fermeture du site ou du compte électronique utilisé dans la commission de l'infraction ou à l'interdiction de l'accès à ce site et à la fermeture des locaux et lieux d'exploitation dans le cas où le propriétaire a eu connaissance de l'infraction.

**\*article 253 bis 12** : La personne morale qui commet l'une des infractions prévues par le présent chapitre, est punie conformément aux dispositions du présent code.

#### **4- ENGAGEMENTS**

#### 4.1. Modèle N°1 spécifique aux personnels

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE

MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR  
ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE

CONSEIL DE DEONTOLOGIE ET D'ETHIQUE UNIVERSITAIRES

#### ENGAGEMENT SPECIFIQUE AUX PERSONNELS

Je soussigné(e) .....  
(préciser responsable, enseignant-chercheur, ATS) .....  
de l'établissement/ministère .....

Déclare avoir pris connaissance de la charte de déontologie et d'éthique universitaires  
(édition de 2020) et m'engage en conséquence au strict respect de sa lettre et de son  
esprit et ce, en toutes circonstances.

Fait à ....., le .....

Signature

#### 4.2. Modèle N°2 spécifique aux étudiants

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE

MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR  
ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE

CONSEIL DE DEONTOLOGIE ET D'ETHIQUE UNIVERSITAIRES

#### ENGAGEMENT SPECIFIQUE AUX ETUDIANTS

Je soussigné .....  
(inscrit en..... ),  
au sein de l'établissement.....  
.....

Déclare avoir pris connaissance des dispositions relatives aux droits et devoirs des étudiants telles que consacrées par la charte de déontologie et d'éthique universitaires (édition de 2020) et m'engage en conséquence au strict respect de sa lettre et de son esprit et ce, en toutes circonstances.

Fait à ....., le .....

Signature

الجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية

وزارة التعليم العالي والبحث العلمي

ميثاق الآداب والأخلاق الجامعية

2021

## 1- الأسس الأخلاقية

- 1.1- الحرية الأكاديمية
- 2.1- احترام الحرم الجامعي
- 3.1- وجوب التقيد بالحقيقة العلمية والموضوعية والفكر النقدي
- 4.1- المسؤولية والكفاءة
- 5.1- النزاهة والأمانة
- 6.1- الاحترام المتبادل

## 2- قواعد الآداب

- 1.2- حقوق والتزامات الأساتذة-الباحثين والباحثين الدائمين في القطاعين العمومي والخاص
- 2.2- حقوق والتزامات الموظفين الإداريين والتقنيين وأعاون المصالح بالوزارة والمؤسسات تحت الوصاية
- 3.2- حقوق والتزامات الطلبة

## 3- الأخطاء والعقوبات

- 1.3- موظفو القطاع العام
- 1.1.3- الموظفون الدائمون
- 2.1.3- الأعاون المتعاقدون
- 2.3- موظفو المؤسسات الخاصة
- 3.3- الطلبة

## 4 – التوقيعات

- 1.4- نموذج رقم 1 (خاص بالموظفين)
- 2.4- نموذج رقم 2 (خاص بالطلبة)

## ديباجة

يقر الإجماع العالمي حول دور المؤسسة الجامعية ووظائفها ومهامها "أن هناك ثلاثة أشياء تدرج تحت نشاط مؤسسات التعليم العالي، وهي التدريس والبحث وخدمة المجتمع". لقد أوضح الإعلان العالمي لليونسكو الصادر بتاريخ 9 أكتوبر 1998، والمصادق عليه سنة 2009 هذه المهام الأساسية بشكل مفصل.

من المفيد الملاحظة، بعد التذكير "بمهام ووظائف التعليم العالي"، أن هذا الإعلان العالمي يوصي على الفور مؤسسات التعليم العالي والأسرة الجامعية بما يلي:  
أ- "... إخضاع جميع أنشطتها لمتطلبات الأخلاق والصرامة العلمية والفكرية؛  
ب- القدرة على التعبير عن نفسها بشأن المشكلات الأخلاقية والثقافية والاجتماعية في استقلالية ومسؤولية كاملة، وممارسة نوع من السلطة الفكرية التي يحتاجها المجتمع لمساعدته على التفكير والفهم والعمل؛ (...).

ج - التمتع، بالحرية الأكاديمية والاستقلال الذاتي، دون قيود، كمجموعة من الحقوق والواجبات، مع كونهم مسؤولين وخاضعين للمساءلة تجاه المجتمع".

ماذا نعني بالأخلاقيات والآداب؟

**الأخلاقيات** هي "... التفكير الذي يحلل عمل الإنسان فيما يتعلق بالقيم والمعايير الأخلاقية. ويهتم بالشخص وروحه وبعلاقته بالشخص الآخر وبالمجتمع". الأخلاق تحدد وتحفز الإجراءات من أجل أداء جيد.

**الآداب ذات** "...هدف عملي، فهي تعتزم، من أجل ممارسة مهنية معينة (...إرساء دعامة مشتركة من القواعد والتوصيات والإجراءات (...).". بحيث تهدف الى تنظيم أنشطة المهنة وبالتالي تشكل مدونة لقواعد حسن السلوك التي تحدد الهوية المهنية.

يرجع التساؤل الأخلاقي في سياق الجامعة الجزائرية إلى التسعينات من القرن الماضي، والذي اتسم بالاضطرابات السياسية والاجتماعية والثقافية..

وفي هذا السياق، لم ينجح مشروع مرسوم تم اقتراحه سنة 1993 لإنشاء مجلس لآداب وأخلاقيات المهنة الجامعية، والذي كان من المقرر أن يرأسه وزير التعليم العالي، خلافا لمدونة الأخلاقيات. الطبية الصادرة سنة 1992.

تم التأكيد بقوة على الحاجة إلى وضع ونشر ميثاق الآداب والأخلاقيات الجامعية في تقرير اللجنة الوطنية لإصلاح المنظومة التربوية سنة 2001. وفي عام 2004، وبموجب المرسوم التنفيذي رقم 180-04 المؤرخ في 23 جوان 2004، تم إنشاء المجلس الوطني لآداب وأخلاقيات المهنة الجامعية. وفي أفريل من سنة 2010، وضع المجلس الوطني المذكور أعلاه ميثاقا لآداب وأخلاقيات المهنة الجامعية.

لماذا ميثاق الآداب والأخلاقيات الجامعية؟

يهدف الميثاق إلى:

- تمكين الأسرة الجامعية من تحمل مسؤولياتها في وظائفها ومهامها وأدوارها؛
- العمل الجماعي لبناء الثقة بين الأساتذة / الطلبة / الهيئات الإدارية وخاصة بين المؤسسة الجامعية و محيطها".

يحدّث هذا الميثاق ذلك الذي صدر سنة 2010 وينطبق على الأسرة الجامعية في القطاعين العام أو الخاص وعلى جميع الفاعلين (الأساتذة – الباحثين، الباحثين الدائمين، الأساتذة المشاركين أو الزائرين، الطلبة، المسؤولين الإداريين في الوزارة وفي المؤسسات الجامعية، الموظفين الإداريين، التقنيين والأعوان).

## 1- الأسس الأخلاقية

يجب على الجامعة، من خلال مهامها المتعددة (التدريس والبحث وخدمة المجتمع وتوفير الخدمات والخبرة)، تحديد واحترام قيمها الأخلاقية الأساسية، والتي يجب تطبيقها من قبل جميع الأسرة الجامعة:

### 1.1- الحرية الأكاديمية

لا يمكن تصور نشاطات التعليم والبحث في الجامعة دون الحرية الأكاديمية التي تعتبر الركن الأساسي لهذه النشاطات. فهي تضمن، في كنف احترام الغير والتحلي بالضمير المهني، التعبير عن الآراء النقدية بدون رقابة أو إكراه.

### 2.1- احترام الحرم الجامعي

تتطلب ممارسة الحريات الأكاديمية تقديس الحرم الجامعي الذي تلتزم الدولة بضمانه. يساهم كل أفراد الأسرة الجامعية، بسلوكاتهم، في تعزيز الحريات الجامعية بحيث يتم ضمان خصوصيتهم وحصانتهم. ويمتنعون عن تفضيل أو تشجيع المواقف والممارسات التي قد

تنتهك مبادئ وحرّيات وحقوق الجامعة. بالإضافة إلى ذلك، يجب عليهم الامتناع عن أي نشاط سياسي حزبي داخل كل الفضاءات الجامعية.

### 3.1- وجوب التقيد بالحقيقة العلمية والموضوعية والفكر النقدي

يقوم البحث وإمكانية التساؤل في المعرفة التي تنتجها وتنقلها مؤسسة التعليم العالي على مبادئ أساسية، هي البحث عن الحقيقة العلمية والفكر النقدي. كما تتطلب اشتراط الحقيقة العلمية، الكفاءة والملاحظة النقدية للحقائق والتجريب والمواجهة واحترام وجهات النظر، والملاءمة وذكر المراجع، والصرامة الفكرية، والإبداع والابتكار..

### 4.1- المسؤولية والكفاءة:

إن مفهومي المسؤولية والكفاءة متكاملان، ويتعزّزان بفضل تسيير مؤسسة التعليم العالي تسييرا قائما على الديمقراطية والأخلاق، ويقتضيان فصل الكفاءات البيداغوجية والعلمية عن المسؤولية الإدارية، التي تمارس دائما في خدمة التعليم والبحث. ويجب أن تخدم كفاءة الأساتذة وتعزز استقلالية الطلبة كمحترفين. ومواطنين في المستقبل. كما ينبغي أن ترافق روح المسؤولية والكرامة، الأساتذة والباحثين أثناء ممارسة وظائفهم وكذلك بعد تقاعدهم.

### 5.1- النزاهة والأمانة:

إن السعي لتحقيق النزاهة والأمانة الناجمتين عن الكفاءة، تقتضيان من أفراد الأسرة الجامعية رفض الفساد بجميع أشكاله، والسرقات العلمية، وجميع حالات تضارب المصالح. تتجلى النزاهة أيضاً في الاستخدام الحكيم للأسرة الجامعية للموارد البشرية والمادية والمالية المتاحة لها.

### 6.1- الاحترام المتبادل

يرتكز احترام الغير على احترام الذات. لذا يجب على أفراد الأسرة الجامعية الامتناع عن جميع أشكال العنف الرمزي والمادي واللفظي، والتحرش (الأخلاقي أو الجنسي)، والتمييز، والتحيّز..

يتطلب التنوع الموجود مسبقاً في مؤسسة التعليم العالي وفي المجتمع التقدير وروح الانفتاح والتسامح، وهي الشّروط التي لا غنى عنها للعيش معاً.

## 2- الآداب والقواعد الأخلاقية

### 1.2- حقوق الأساتذة الباحثين و الباحثين الدائمين في القطاعين العام والخاص والتزاماتهم

## 1.1.2- الحقوق

يجب أن تضمن مؤسسات التعليم العالي الالتحاق بمهنة الأستاذ-الباحث والباحث، فقط، على أساس المؤهلات والخبرات الجامعية المطلوبة. كما يجب عليها اتخاذ جميع التدابير القادرة على ضمان أن يكون للأستاذ-الباحث والباحث الدائم، الذي يحترم مبادئ آداب وأخلاقيات المهنة الجامعية، الحق في التدريس وممارسة نشاطه دون أي تدخل.

ولابد أن يعتمد، في جميع المسائل المتعلقة بتحديد وتفعيل برامج التعليم والبحث، والأنشطة شبه الجامعية، وتخصيص الموارد، في إطار التنظيم المعمول به، على آليات شفافة. ويجب أن يستجيب الأستاذ الباحث أو الباحث الدائم لجميع مستلزمات الاحترام والفعالية إذا ما دُعي للقيام بوظائف إدارية.

تعتبر عمليات تقييم وتقدير أنشطة الأستاذ الباحث والباحث الدائم جزءاً لا يتجزأ من مسار منظومة التعليم والبحث في إطار عملية ضمان الجودة. ولابد أن يقتصر التقييم على معايير التقدير الأكاديمية لنشاطات التعليم والبحث، والنشاطات الاحترافية ذات العلاقة بالمؤسسات الجامعية والبحثية.

يستفيد الأستاذ-الباحث والباحث الدائم من ظروف العمل المناسبة وكذلك الوسائل التعليمية والعلمية اللازمين اللتين تسمح لهما بتكريس أنفسهما بالكامل لمهامهما، والحصول على الوقت اللازم للاستفادة من التكوين المستمر. يجب أن تتناسب المعاملة الممنوحة، وبمجرد تولي المهام، مع الأهمية التي توليها هذه الوظيفة التي تمارس في المجتمع لتكوين النخبة. وكذلك مع أهمية المسؤوليات بكافة أنواعها التي تقع على الأستاذ-الباحث والباحث.

## 2.1.2- الالتزامات

يجب أن يكون الأستاذ / الباحث مرجعاً من حيث الكفاءة والأخلاق والنزاهة والتسامح. كما يجب أن يُجسّد صورة جديرة بالجامعة والبحث العلمي. يجب عليه، أثناء ممارسة وظيفته، أن يتصرّف بحرص، واجتهاد، وكفاءة، ونزاهة، واستقلالية، وولاء وحسن نية، من أجل المصلحة العليا للمؤسسات الجامعية والبحثية. ولهذه الغاية، يجب عليه:

- إظهار الضمير المهني والتفرغ في أداء واجباته وفي الحالات التي يجيز فيها القانون الجمع بين الأنشطة، يجب أن تكون الأولوية للمهنة الجامعية.
- الامتناع عن أي نشاط تعليمي في أنظمة غير رسمية.

- السعي للالتزام بالمعايير العالمية على أعلى مستوى ممكن في أنشطته المهنية مع الحفاظ على حرّيته في العمل.
- توفير التعليم بالكفاءة نفسها التي تسمح بها الموارد التي توفرها مؤسسات التعليم العالي والبحث، مع تشجيع التبادل الحر للأفكار.
- عرض الأهداف البيداغوجية لمقرره الدراسي بشكل واضح، مع احترام قواعد التدرج البيداغوجي، في إطار ثقافة ضمان الجودة.
- تحديث المعلومات من خلال اعتماد وضعيّة اليقظة العلمية.
- ممارسة التقييم الذاتي من أجل تحسين مهاراته.
- حظر جميع أشكال الدعاية والتلقين في تعليمه وكتاباته، حتى لا يسيء استخدام السلطة الممنوحة له من قبل المهنة.
- المساهمة في نشر المعرفة، التعلم والثقافة العلمية من أجل المساهمة في إشعاع الجامعة وفي تقدم المجتمع.
- تشجيع نشاطات الخبرة والاستشارة لإثراء دروسه وأبحاثه.
- الامتناع عن كل أشكال التمييز. على أساس الجنس، أو الجنسية، أو الانتساب الإثني، أو الوضع الاجتماعي، أو الانتماء الديني، أو الآراء السياسية، أو الإعاقة والمرضى.
- احترام سرية المصادر عند الضرورة.
- احترام عمل الزملاء والطلبة، وخاصة طلبة الدكتوراه، عن طريق الاستشهاد بالمصادر والامتناع عن أي شكل من أشكال السرقات العلمية.
- المساهمة في تنشيط الوظيفة وثقافة التقييم للنشاطات البيداغوجية والعلمية في كل المستويات.
- التحلي بالإنصاف وعدم التحيز في التقييم المهني والأكاديمي لزملائه.
- تقييم أداء الطالب بشكل موضوعي وعادل.
- السهر على احترام سرية مضمون المداولات والنقاشات التي تدور في الهيئات التي يشارك فيها.
- الحذر والامتناع عن أي موقف قد يؤدي إلى تضارب في المصالح يضر بالمهنة، يُفهم على أنه "أي حالة تداخل بين المصلحة العامة أو الخاصة والمصالح الشخصية، والتي من المحتمل أن تؤثر على الممارسة المستقلة أو المحايدة أو الموضوعية للوظيفة".

- الامتناع عن استخدام وظيفته الأكاديمية وتحميل الجامعة المسؤولية من أجل أغراض شخصية بحتة..
- إدارة جميع الأموال الموكلة إليه بنزاهة في إطار الجامعة أو الأنشطة البحثية أو أي نشاط مهني آخر.
- الامتناع عن إعاقة الأداء السليم للمؤسسة، ولا سيما الإغلاق الكلي أو الجزئي لأبواب الدخول إلى الهياكل التعليمية والبحثية..
- احترام حق كل أعضاء الأسرة الجامعية من التمكن من ممارسة نشاطاتهم ووظائفهم.
- ارتداء هندام يتلاءم مع مهنته.

## 2.2 حقوق الموظفين الإداريين والتقنيين وأعوان المصالح بالوزارة والمؤسسات والتزاماتهم

### 1.2.2- الحقوق

- يجب أن يعاملوا بطريقة تضمن لهم الاحترام والتقدير والإنصاف على غرار باقي الأفراد الفاعلين في الأسرة الجامعية،
- يجب ألا يتعرضوا لأيّة مضايقات ولا تمييز في أداء مهامهم.
- يستفيدون من حماية الدولة أثناء أو بمناسبة القيام بمهامهم.

### 2.2.2- الالتزامات

- هم مسؤولون عن ضمان سير العمل باستمرار وبانتظام لهياكل ومؤسسات التعليم والبحث..
- يجب عليهم أداء واجباتهم باحترافية..
- هم مسؤولون عن قراراتهم وأفعالهم والاستخدام الحكيم للموارد والمعلومات المتاحة لهم.
- يجب أن يمتنعوا عن أي تدخل أو تفاعل في الأعمال البيداغوجية والعلمية.
- عليهم التحلي بالحيادية والموضوعية..
- يتخذ هؤلاء قراراتهم وفقاً للقواعد السارية، ويعاملون الجميع معاملةً عادلة مع تجنب أي شكل من أشكال التمييز..
- يؤدّون عملهم بكل ولاء ودون اعتبارات حزبية.

- يجب أن يتصرّفوا بطريقة عادلة ونزيهة ويتجنبوا وضع أنفسهم في موقف يكونون فيه مدينين لأيّ شخص قد يؤثّر عليهم دون داعٍ في ممارسة وظائفهم، وأن يمتنعوا عن وضع أنفسهم في وضعية تضارب المصالح.
- يجب عليهم إبداء المجاملة والتحليّ باليقظة والتقدير والسرية والاجتهاد والسرعة في إنجاز مهمتهم.
- وفي إطار تكريس ثقافة ضمان الجودة، يتعين عليهم الالتزام بتحقيق الأهداف والآفاق المحددة لمشروع المؤسسة.
- الامتناع عن إعاقة الأداء السليم للمؤسسة، ولا سيما الإغلاق الكلي أو الجزئي لأبواب الدخول إلى الهياكل التعليمية والبحثية..
- احترام حق كلّ أعضاء الأسرة الجامعية من التمكّن من ممارسة نشاطاتهم ووظائفهم.
- ارتداء هندام يتلاءم مع متطلبات مهنتهم.

### 3.2 - حقوق الطالب والتزاماته

- يجب أن تتوفر للطالب كل الشروط الممكنة حتى يتسنى له الارتقاء بمستواه بطريقة متناسقة في مؤسسات التعليم العالي. وهكذا، فإن له حقوقاً لا تأخذ دلالاتها إلا إذا رافقها التحليّ بالمسؤولية التي تتجسد في عدد من الواجبات.

#### 1.3.2 الحقوق

للطالب الحق في:

- المعلومات المتعلقة بهيكلية التكوين العالي الذي ينتهي إليه، وخاصة نظامه الداخلي.
- حرية التعبير والرأي، في إطار احترام التنظيمات التي تحكم سير المؤسسات الجامعية.
- الاحترام والعزة من قبل أعضاء الأسرة الجامعية.
- الأمن والنظافة والوقاية الصحية اللازمة سواء في الجامعات أو في الإقامات الجامعية.
- تعليم وتأطير نوعي يستند إلى طرق بيداغوجية حديثة ومكيفة.
- تقييم منصف وعادل وغير متحيز، كما له الحق في الطعن إذا ما أحس بإجحاف في حقه عند تصحيح امتحان معين.

- للطالب في مرحلة ما بعد التدرج الحق في التكوين في البحث وبالبحث مع الاستفادة من وسائل الدعم.
- أن يوضع في متناول الطالب برنامج التكوين ومختلف الوحدات التعليمية في بداية السنة الدراسية ؛ ويجب أن تكون الدروس متاحة له على شكل منهج دراسي.
- تسليم العلامات له مرفقة بالتصحيح النموذجي وسلم التنقيط الخاص بموضوع الامتحان. كما يجب تمكينه من الاطلاع على وثيقة الامتحان.
- الوصول للمكتبة ومركز الموارد للإعلام الآلي ولكل الوسائل المادية اللازمة لتكوين نوعي.
- اختيار ممثليه في اللجان البيداغوجية دون قيد أو ضغط.
- تأسيس جمعيات طلابية ذات طابع علمي أو فني أو ثقافي أو رياضي طبقا للتشريع ساري المفعول. هذه الجمعيات لا يحق لها أن تتدخل في التسيير الإداري للمؤسسات الجامعية خارج إطار التنظيم المعمول به.
- عدم التعرض للتمييز، سواء أكان مواطنا أو أجنبيا أو لاجئا، على أساس الجنس أو المعتقدات الدينية أو الآراء السياسية أو الانتماء العرقي أو لأقلية أو على أساس أصول اجتماعية أو مرض أو إعاقة. كما يجب ألا يتعرض لأي تحرش نفسي (أخلاقي) أو جنسي.

### 2.3.2- الالتزامات

#### يلتزم الطالب بما يلي:

- تقديم معلومات صحيحة ودقيقة عند قيامه بعملية التسجيل، وأن يفي بالتزاماته الإدارية تجاه المؤسسة.
- احترام النظام الداخلي للمؤسسة والتنظيم المعمول بهما وميثاق الآداب والأخلاقيات الجامعية.
- احترام كرامة وسلامة أفراد الأسرة الجامعية.
- احترام حق أفراد الأسرة الجامعية في حرية التعبير والرأي.
- عدم إعاقة الأداء السليم للمؤسسة، لا سيما الإغلاق الكلي أو الجزئي لأبواب الدخول إلى الهياكل التعليمية والبحثية..
- وفي هذا الشأن، يتعين عليه احترام حق أعضاء الأسرة الجامعية في التمكّن من ممارسة نشاطاتهم ووظائفهم.
- ارتداء هندام يتلاءم مع متطلبات مركزه كطالب.

- الاتصاف بالحس المدني في سلوكه داخل الحرم الجامعي وخارجه.
- الحفاظ على الأماكن والوسائل التي يتم وضعها تحت تصرفه، واحترام قواعد الأمن والنظافة في المؤسسة كاملها.
- احترام نتائج لجان المداولات التي هي سيدة في أعمالها.
- ألا يلجأ أبداً إلى الغش أو السرقة العلمية. إنَّ العقوبات المتخذة ضده تستمدّ من التنظيم المعمول به ومن النظام الداخلي لمؤسسة التعليم العالي. ويعود اتخاذ هذه الإجراءات إلى المجلس التأديبي، ويمكن أن تصل العقوبات إلى الطرد النهائي من المؤسسة.

### 3- الأخطاء والعقوبات-

- تنبع العقوبات المنصوص عليها في هذا الميثاق من عدم الامتثال لقواعد الآداب أكثر من انتهاك المبادئ الأخلاقية ذاتها.
- يمكن تصنيف ثلاثة (3) أنواع من العقوبات: بيداغوجية، وإدارية، وجنائية.

#### 1.3- موظفُو القطاع العام

##### 1.1.3- الموظفون الدائمون

- فيما يتعلق بالعقوبات المرتكبة من قبل الموظفين في القطاع العام (أساتذة - باحثون وأساتذة - باحثون - استشفائيون جامعيون وباحثون دائمون)، من الضروري الاستناد إلى الأمر رقم 03-06 المؤرخ في 15 جويلية 2006 والمتضمّن القانون الأساسي العام للوظيفة العمومية، المنشور في الجريدة الرسمية العدد رقم 46 المؤرخة في 16 جويلية 2006، والذي يحدّد في المواد من 160 إلى 185 الأخطاء المهنية والعقوبات المتعلقة بها.

تمّ استكمال هذه المنظومة العامة بشكل مفيد من خلال القوانين الأساسية الخاصة بـ :

- الأستاذ الباحث الاستشفائي الجامعي (المادتان 22 و 23 من المرسوم التنفيذي 129-08 المؤرخ في 3 ماي 2008؛ الجريدة الرسمية رقم 23 المؤرخة في 4 ماي 2008) ؛
- الأستاذ الباحث (المادة 24 من المرسوم التنفيذي 130-08 المؤرخ في 3 ماي 2008 المنشور في العدد 23 من الجريدة الرسمية المؤرخة في 4 ماي 2008) ؛
- الباحث الدائم (المادة 31 من المرسوم التنفيذي 131-08 المؤرخ في 3 ماي 2008 المنشور في العدد رقم 23 من الجريدة الرسمية المؤرخة في 4 ماي 2008).

ومن الواضح في هذا المجال، أن العقوبات تتطلب تدخل اللجان التي ينص عليها وينظمها المرسوم التنفيذي رقم 199-20 المؤرخ في 25 جويلية 2020 والمتعلق باللجان الإدارية المتساوية

الأعضاء ولجان الطعن واللجان التقنية في المؤسسات والإدارات العمومية، والمنشور في العدد 44 من الجريدة الرسمية المؤرخة في 30 جويلية 2020، من الصفحة 6 إلى 15.

**1.1.1.3-** بالإضافة إلى الأخطاء المهنية المذكورة في النصوص أعلاه، يجب أن يتلقى انتهاك القواعد المنصوص عليها في هذا الميثاق أيضًا عقوبة ملائمة، تتناسب مع خطورة الخطأ المرتكب. وبالفعل، فمن الآن فصاعدًا، فإن انتهاك القواعد الأخلاقية المكرسة في هذا الميثاق، يجب ألا يستمر دون عقاب، مثل:

- التحرش النفسي (الأخلاقي) أو الجنسي، سواء من قبل الأساتذة أو الطلبة أو الأعوان التقنيين والإداريين،  
- السلوك الجنسي،

- مظاهر العنصرية والتمييز ضد المهاجرين أو على أساس الهوية الجنسية والمعتقدات الدينية والآراء السياسية والعرق أو الأقلية والخلفية الاجتماعية والمرض والعجز،  
- خطاب الكراهية المتعلق بجميع أشكال التعبير التي تنشر أو تحرض أو تشجع أو تبرر التمييز أو تلك التي تعبر عن ازدراء أو إذلال أو عداوة أو كراهية أو عنف.  
يشكل انتهاك هذه القواعد خطأ من الدرجة الرابعة.

**2.1.1.3-** زيادة على ذلك، ووفقا للمادة 41 من القرار الوزاري المؤرخ في 30 أكتوبر 2016... "يسهر مدير المؤسسة الخاصة على احترام قواعد آداب وأخلاق المهنة الجامعية من قبل المستخدمين والطلبة".

**3.1.1.3-** قد يتعرض مرتكب الأخطاء المهنية أيضًا لعقوبات بيداغوجية، والتي لا تظهر في النصوص المذكورة أعلاه، مثل:

○ المنع من التدريس؛

○ الإقصاء من أي نشاط تعليمي؛

○ الإقصاء من كل هيئة للتسيير البيداغوجي والعلمي؛

○ الإقصاء من اللجان التقييمية و/أو المناقشة؛

○ الإقصاء من الإشراف على المذكرات أو الأطروحات؛

○ الحرمان من الاستفادة من العطل العلمية ...

**4.1.1.3-** يمكن أن تترتب عن الأخطاء المهنية عقوبات جنائية جزائية، والتي ورد ذكرها بشكل خاص في النصوص الثلاثة (3) الآتية:

- القانون المتعلق بحقوق المؤلف: الأمر رقم 03-05 المؤرخ في 19 جويلية 2003 والمتعلق بحقوق المؤلف والحقوق المجاورة (العدد 44 الجريدة الرسمية المؤرخة في 24 جويلية 2003).  
- القرار الوزاري حول السرقات العلمية رقم 1082 المؤرخ في 27 ديسمبر 2020.  
- الأحكام المتعلقة بالتحرش الجنسي: المادة 341 مكرر من قانون العقوبات (إصدار 2015).  
- القانون المتعلق بالوقاية من الفساد: القانون 06-01 المؤرخ في 20 فيفري 2006 المتعلق بالوقاية من الفساد ومكافحته (العدد 14 من الجريدة الرسمية المؤرخة في 08 مارس 2006).

### 2.1.3- الأعوان المتعاقدون.

تخضع الأخطاء المهنية والعقوبات التأديبية لأحكام المرسوم الرئاسي رقم 07-308 المؤرخ في 29 سبتمبر 2007 (المواد 59 إلى 68)؛ الجريدة الرسمية رقم 61 المؤرخة في 30 سبتمبر 2007.

### 2.3- موظفو المؤسسات الخاصة

تخضع مؤسسات التعليم العالي الخاصة بشكل خاص للنصين التاليين:

1- القانون رقم 08-06 المؤرخ 23 فبراير 2008 المعدل والمتمم للقانون رقم 99-05 المؤرخ في 04 أبريل 1999 والمتضمن القانون التوجيهي للتعليم العالي (العدد 10 من الجريدة الرسمية المؤرخة في 27 فيفري 2008، ص. ص. 33-37).

قانون 2008 تضمن تميم القانون الصادر سنة 1999 بعنوان IV مكرراً "التكوين العالي الذي توفره المؤسسات الخاصة"، في مواده 43 مكرر من 1 إلى 43 مكرر 14 وكذلك المواد 63 مكرر و63 مكرر 1 و63 مكرر. (القانون رقم 99-05 المؤرخ في 04 أبريل 1999 المتضمن القانون التوجيهي للتعليم العالي عدد 24 من الجريدة الرسمية لسنة 1999) معدل ومتمم بالقانون 08-06 المؤرخ في 23 فبراير سنة 2008 (عدد 10 من الجريدة الرسمية لسنة 2008).

2- قرار وزير التعليم العالي المؤرخ في 30 أكتوبر 2016 الذي يحدّد شروط تسليم رخصة إنشاء مؤسسة خاصة للتكوين العالي (العدد 67 من الجريدة الرسمية المؤرخة في 13 نوفمبر 2016).

### 3.3- الطلبة

1.3.3- فيما يتعلق بالطلبة، تُكرّس المخالفات والعقوبات والإجراءات التأديبية طبقاً لأحكام القرار رقم 371 المؤرخ في 11 جوان 2014 المنشور في النشرة الرسمية للتعليم العالي

والبحث العلمي، لسنة 2014، الثلاثي الثاني، المتضمن "إنشاء وتكوين وسير المجالس التأديبية داخل مؤسسات التعليم العالي".

2.3.3- وفيما يتعلق بطلبة الدكتوراه على وجه الخصوص، فإنّ ميثاق الأطروحة الملحق بقرار وزير التعليم العالي والبحث العلمي رقم 961 المؤرخ في 2 ديسمبر 2020 الذي يحدد كفاءات الالتحاق بالتكوين في الطور الثالث وتنظيمه وشروط إعداد أطروحة الدكتوراه ومناقشتها، يحدّد التزامات طالب الدكتوراه، وينصّ على التعمّد باحترام الآداب والأخلاقيات الجامعية. يحدد ميثاق الأطروحة هذا، أيضًا، مسؤوليات كلّ من المشرف على الأطروحة ومدير المخبر ورئيس لجنة التكوين في الدكتوراه.

3.3.3- دون الإخلال بتكليفها الجنائي، فموجب المادة 13 من قرار وزير التعليم العالي والبحث العلمي رقم 371 المؤرخ في 11 جوان 2014، تشكل أخطاء من الدرجة الثانية:

° التحرش النفسي (الأخلاقي) أو الجنسي،

° السلوك الجنسي،

° مظاهر العنصرية والتمييز. ضد المهاجرين أو على أساس الهوية الجنسية أو المعتقدات الدينية أو الآراء السياسية أو العرق أو الانتماء إلى أقلية، الأصول الاجتماعية، المرض، العجز؛

° خطاب الكراهية المتعلق بجميع أشكال التعبير التي تنشر أو تحرض أو تشجع أو تبرر التمييز، أو تلك التي تعبر عن ازدراء أو إذلال أو عداوة أو كراهية أو عنف.

4.3.3- تم استكمال المنظومة الجنائية. وإثرائها بقانونين مهمّين، تم نشرهما في العدد 25

من الجريدة الرسمية المؤرّخة في 29 أفريل 2020:

▪ القانون رقم 20-05 المؤرخ في 28 أفريل 2020 المتعلق بالوقاية من التمييز وخطاب

الكراهية ومكافحتهما.

يهدف إخضاع الحياة العامة للقيم الأخلاقية ونشر ثقافة التسامح والحوار والقضاء على العنف في المجتمع. كما يعرف هذا القانون على وجه الخصوص، ولأوّل مرة، خطاب الكراهية وكذلك التمييز. على النحو التالي:

\* خطاب الكراهية: جميع أشكال التعبير. التي تنشر أو تشجع أو تبرر التمييز، وكذلك تلك

التي تتضمن أسلوب الازدراء أو الإهانة أو العداوة أو البغض أو العنف الموجهة إلى شخص أو

مجموعة أشخاص على أساس الجنس أو العرق أو اللون أو النسب أو الأصل القومي أو الإثني أو اللغة أو الانتماء الجغرافي أو الإعاقة أو الحالة الصحية.

\* التمييز : كل تفرقة أو استثناء أو تقييد أو تفضيل يقوم على أساس الجنس أو العرق أو اللون أو النسب أو الأصل القومي أو الإثني أو اللغة أو الانتماء الجغرافي أو الإعاقة أو الحالة الصحية، يستهدف أو يستتبع تعطيل أو عرقلة الاعتراف بحقوق الإنسان والحريات الأساسية أو التمتع بها أو ممارستها على قدم المساواة في المجال السياسي أو الاقتصادي أو الاجتماعي أو الثقافي أو في أي مجال آخر من مجالات الحياة العامة.

وهكذا، فإنّ خطاب الكراهية أو خطاب التفرقة يشكّلان جرائم جنائية بالغة الخطورة.

▪ القانون رقم 20-06 المؤرخ 28 أفريل 2020 المعدل والمتمم لقانون العقوبات، والذي

تضمن

استحداث فصل جديد بعنوان "المساس بنزاهة الامتحانات والمسابقات"، ويتكوّن من المواد من 253 مكرر 6 إلى 253 مكرر 12.

ونظراً للأهمية القصوى لهذا الإجراء الجديد الذي ينبغي أن يكون معروفاً لدى جميع أفراد الأسرة الجامعية، فإنّه من المفيد إعادة التذكير به وإدراجه أدناه حتى لا يغفل عنه أحد أو ينساه:

**\*المادّة 253 مكرر6:** يعاقب بالحبس من سنة (1) إلى ثلاث (3) سنوات وبغرامة من 100.000 دج إلى 300.000 دج، كل من قام، قبل أو أثناء الامتحانات أو المسابقات، بنشر أو تسريب مواضيع و/ أو أجوبة الامتحانات النهائية للتعليم الابتدائي أو المتوسط أو الثانوي أو مسابقات التعليم العالي أو التعليم والتكوين المهنيين والمسابقات المهنية الوطنية. يعاقب بنفس العقوبات كل من يحل محل المترشح في الامتحانات والمسابقات المذكورة في الفقرة الأولى من هذه المادّة.

**\*المادّة 253 مكرر7:** تكون العقوبة الحبس من خمس (5) سنوات إلى عشر (10) سنوات والغرامة من 500,000 دج إلى 1000,000 دج، إذا ارتكبت الأفعال المنصوص عليها في المادّة 253 مكرر6: —من قبل الأشخاص المكلفين بتحضير أو تنظيم أو تأطير الامتحانات والمسابقات أو الإشراف عليها،

—من قبل مجموعة أشخاص،

—باستعمال منظومة للمعالجة الآلية للمعطيات،

—باستعمال وسائل الاتصال عن بعد.

**\*المادة 253 مكرر8:** تكون العقوبة السجن المؤقت من سبع (7) سنوات إلى خمس عشرة (15) سنة

والغرامة من 700.000 دج إلى 1500.000 دج، إذا أدى ارتكاب الأفعال المذكورة في المادة 253

مكرر6 إلى الإلغاء الكلي أو الجزئي للامتحان أو المسابقة.

**\*المادة 253 مكرر9:** يعاقب على محاولة ارتكاب الجرح المنصوص عليها في هذا الفصل بنفس

العقوبات المقررة للجريمة التامة.

**\*المادة 253 مكرر10:** في حالة الإدانة بالجرائم المنصوص عليها في هذا الفصل، يمكن أن يعاقب

الفاعل بالحرمان من حق أو أكثر من الحقوق المنصوص عليها في المادة 9 مكرر1 من هذا القانون

(ملحوظة: تذكر المادة 9 مكرر1 في فقرتها 4 الحرمان من حق التدريس أو إدارة مدرسة أو العمل

في مؤسسة تعليمية كمدرس أو مدير أو مشرف).

**\* المادة 253 مكرر11:** دون الإخلال بحقوق الغير حسن النية، يحكم بمصادرة الأجهزة والبرامج

والوسائل المستخدمة في ارتكاب الجرائم المنصوص عليها في هذا الفصل والأموال المتحصلة

منها، وإغلاق الموقع الإلكتروني أو الحساب الإلكتروني الذي ارتكبت بواسطته الجريمة، أو

جعل الدخول إليه غير ممكن، وإغلاق محل أو مكان الاستغلال إذا كانت الجريمة قد ارتكبت

بعلم مالكة.

**\*المادة 253 مكرر12:** يعاقب الشخص المعنوي الذي يرتكب إحدى الجرائم المنصوص عليها في هذا

الفصل وفقا لأحكام هذا القانون.

#### 4 - التعهدات

#### 1.4- نموذج رقم 1 خاص بالموظفين

الجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية  
وزارة التعليم العالي والبحث العلمي

مجلس الآداب والأخلاقیات الجامعية

تعهد خاص بالموظفين

أنا الموقع أدناه: .....  
(حدد: مسؤول، أستاذ / باحث، إداري / تقني / عون مصلحة): .....  
المؤسسة/ الوزارة: .....

أصرح أنني قد اطلعت على ميثاق الآداب والأخلاقیات الجامعية (نسخة 2020)، وألتزم باحترام نصّه وروحه بشكل صارم في الظروف جميعها.

حرر بـ ..... في .....

التوقيع

الجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية  
وزارة التعليم العالي والبحث العلمي

مجلس الآداب والأخلاقيات الجامعية

تعهد خاص بالطلبة

أنا الموقع أدناه: .....

مسجل (ة) ب: .....

في المؤسسة: .....

أصرح أنني قد اطلعت على الأحكام المتعلقة بحقوق وواجبات الطلاب على النحو المنصوص عليه في ميثاق الآداب والأخلاقيات الجامعية (نسخة 2020)، وألتزم باحترام نصه وروحه بشكل صارم في الظروف جميعها.

حرر بـ ..... في .....

التوقيع